

FACE À L'INFLATION : IMPOSONS L'AUGMENTATION DES SALAIRES !

Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.

UNE RIPOSTE DE CLASSE

C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les richissimes familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux PaysBas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « la guerre de classe unilatérale » qu'ils mènent depuis des décennies contre la classe ouvrière, « les riches ne seront plus les seuls à se battre ».

LEUR COMBAT EST LE NÔTRE !

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 septembre, déclarer qu'il n'est pas question d'indexer les salaires sur les prix.

Le Smic serait même « surindexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot. Car pas question de toucher aux profits de Total.

Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits.

C'est l'augmentation générale des salaires qu'il faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble.

Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !

NAO : N'ATTENDONS PAS DE MIRACLES

Les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) s'achèvent bientôt. Les propositions d'augmentations faites par la direction sont dérisoires et largement en dessous des revendications des grévistes et de l'inflation, ce qui revient à une baisse de salaire. D'autant plus qu'il faudrait être salarié de Disney depuis au moins le 31 mars 2023 pour y avoir droit. De quoi grandement réduire le nombre de bénéficiaires. Rien de significatif ne peut sortir des NAO, étant donné que c'est la direction qui fixe les thèmes des discussions. Quel que soit le talent des négociateurs syndicaux, sans grève pour imposer un rapport de force, la direction ne lâche que des clopinettes. C'est la grève qui a contraint la direction à lâcher par exemple une prime de partage de 700€. La direction craint une reprise de la grève.

GRÈVE DANS L'AUTOMOBILE AUX ÉTATS-UNIS

Aux Etats-Unis, 12 700 salariés de 3 usines d'automobiles sont en grève depuis le vendredi 22 septembre pour des augmentations de salaires. La grève s'est depuis étendue à 38 centres de distribution. Une grève dans ce secteur et dans une entreprise américaine est assez rare pour être soulignée, tout comme celle de Disney qui a eu un écho important au-delà des frontières. C'est la montée en flèche des prix qui prend à la gorge les travailleurs, ici comme là-bas, et qui pousse les gens à se mettre en grève. Plein soutien aux grévistes américains !

QUE SE PASSE-T-IL AUX HÔPITAUX DE MONTPELLIER ?

Les agents et agentes d'entretien de la société ONET sont en grève reconductible depuis le 15 septembre pour réclamer une rémunération décente et une amélioration des conditions de travail jusqu'à aujourd'hui dans une cadence infernale et sous haute surveillance. Tiens, ça fait écho à ce qu'il se passe à Disney...



Article sur la grève à ONET aux CHU de Montpellier

AU CHÂTEAU DE VERSAILLES, LE RESTO DES SANS-CŒUR

Mercredi 20 septembre, un doux fumet se propageait dans la galerie des glaces du château de Versailles. À l'occasion de la visite du roi Charles III, 160 convives étaient invités à déguster homard et champagne, grands crus et macarons. Cette profusion de luxe donne plutôt envie de vomir quand on se rappelle l'appel à l'aide lancé par la fondation des restos du cœur il y a quelques jours, témoin de l'insécurité alimentaire qui touche de plus en plus de foyers. Qu'ils s'appellent rois ou présidents, ces parasites vivent à nos crochets, il est grand temps de purger tout ça.

UNE BONNE RENTRÉE DES LUTTES !

Le 23 septembre c'était 80 000 personnes dans les rues de tout le pays pour dire stop aux violences policières et au racisme systémique, aussi bien présent dans la police. La loi sur l'immigration que porte le gouvernement, donnera au patronat de la main-d'œuvre bas coût dans des secteurs dit « en tension ». Pour avoir des papiers, il faudra accepter les jobs les moins payés et les moins qualifiés. Cette loi permettra encore de trier les travailleurs formant pourtant, une seule et même classe aux intérêts communs.

Le 28 septembre, on a défilé pour défendre le droit (attaqué) à l'avortement gratuit, pour toutes, sans condition, et avec des moyens pour ! Une lutte internationale, quand on voit qu'aux Etats-Unis, et dans certains pays d'Amérique Latine, on pénalise l'avortement. En France, le manque de personnel et de moyens à l'hôpital public empêchent des femmes d'y avoir recours.

Le 13 octobre prochain : journée de mobilisation nationale pour faire entendre les revendications du monde du travail contre l'inflation. Loin des ministères et des réunions de direction, c'est par nos luttes et dans la rue que nous pourrons mettre en avant nos mots d'ordre : + 400 € pour tous, pas un salaire ou une pension sous 2000 €, l'indexation des salaires sur le coût de la vie. C'est l'occasion de faire nombre, de se montrer au côté des autres travailleurs qui relèvent la tête contre le mépris patronal, il faut en être !

Que tu sois en intérim / CDI / CDD / stage / sous-traitant, ce bulletin est le tien.

S'il t'a plu, n'hésite pas à le faire circuler et à nous contacter pour l'alimenter. C'est un outil pour discuter ensemble de l'actualité politique, et de ce qu'il se passe sur notre lieu de travail.

Pour nous contacter : disney.anticapitaliste@gmail.com